

# DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Article R 1334-29-5 du code de la Santé Publique



Immeuble :	EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET
Adresse :	Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU
Date de création ou de mise à jour :	31/10/2018
Référence du présent DTA	351480481.1.rev1.DTA

**Document établi ou mis à jour par :** BUREAU VERITAS EXPLOITATION - Morgane FOURNIER

# SOMMAIRE

Principes généraux .....	3
Principaux textes réglementaires.....	4
Matériaux et produits concernés par le repérage.....	5
Modalités de communication.....	6
Enregistrement de la communication du Dossier Technique Amiante.....	7
Contenu du Dossier Technique Amiante.....	8
ANNEXE : Liste des documents pris en compte pour la constitution du DTA.....	8
.....	9
Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA.....	10
Rapports de repérage.....	11
Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage.....	12
Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante.....	13
Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	13
Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	14
Matériaux et produits hors la liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	15
Les évaluations périodiques.....	16
Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	16
Obligations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :.....	17
Évaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	18
Recommandations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :.....	19
EP : Évaluation périodique :.....	19
AC1 : Action corrective de premier niveau :.....	19
AC2 : Action corrective de deuxième niveau :.....	19
Évaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	20
Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires.....	21
Les recommandations générales de sécurité.....	22
Informations générales.....	22
Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail.....	23
Recommandations générales de sécurité.....	23
Gestion des déchets contenant de l'amiante .....	23
Plans et/ou Croquis.....	25

## **Principes généraux**

Le dossier technique « Amiante » (DTA) est un document qui doit être tenu à jour par le propriétaire afin de garder la traces des actions engagées dans le cadre des obligations vis-à-vis de la protection de la population contre les risques sanitaires liés à l'amiante.

Le présent document détaille le contenu du dossier technique que doit constituer tout propriétaire immobilier ainsi que les modalités de communication et de gestion des dossiers.

### **Le DTA doit contenir les pièces suivantes :**

**LA FICHE RECAPITULATIVE**, indiquant notamment la localisation et l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement et les mesures conservatoires associées le cas échéant ainsi que les modalités de consultation du DTA

*La fiche récapitulative est un document qui peut être dissocié du dossier technique amiante :*

- « *La fiche récapitulative du «dossier technique amiante » est communiquée par le propriétaire dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs. »*
- « *Lorsque le dossier technique « amiante » existe, la fiche récapitulative constitue l'état mentionnée à l'article L. 1334-13 du code de la santé publique »*

### **LES RAPPORTS DE REPERAGE ET LEURS ANNEXES**

Les rapports de repérages des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante sont annexés au DTA.

**LA FICHE D'ENREGISTREMENT DE LA COMMUNICATION DU DTA** (Mise à jour à la charge du propriétaire) :

Pour garder une traçabilité de la communication du dossier technique « Amiante », le propriétaire enregistre les différentes diffusions à toute personne physique et morale

### **Modalités de mise à jour du DTA et sa fiche récapitulative :**

#### **Note importante**

Le « dossier technique amiante » est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion des travaux ou d'opérations d'entretien.

Il est aussi mis à jour lors de toute opération de repérage, de surveillance portant sur ces matériaux et produits contenant de l'amiante.

Toute autre information relative à ces matériaux ou produits portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.

La fiche récapitulative doit également être mise à jour et communiquée dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

## **Principaux textes réglementaires**

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9.

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.

Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »

Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.

Code du travail – Section 3 Risques d'exposition à l'amiante – articles R4412-94 à R4412-148.

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifié par Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 et par décret n°2015-789 du 29 juin 2015.

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif).

## Matériaux et produits concernés par le repérage

Le « dossier technique amiante » est établi sur la base du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs :

### Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20 du Code de la Santé Publique

COMPOSANT A SONDER OU A VERIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

### Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21 du Code de la Santé Publique

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...) Clapets/volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment); bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade	Conduits en amiante-ciment : eaux-pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

#### Note importante:

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistra cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.

## **Modalités de communication**

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2), les propriétaires sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux contenant de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires.

Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors de s interventions sur ces matériaux ( se référer au Code du travail pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

**Le dossier technique Amiante est :**

**1°) Tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier;**

**2°) Communiqué** par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, **sur leur demande** et dans le cadre de leurs attributions respectives :

- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L.1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 ;
- b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
- d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
- g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L.514-5 du code de l'environnement ;
- h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ;

**Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.**

## **Enregistrement de la communication du Dossier Technique Amiante**

Date	Entreprise informée	Nom + signature

## **Contenu du Dossier Technique Amiante**

**Le Dossier Technique Amiante, doit être constitué des documents suivants :**

Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

Rapports d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Rapport des mesures d'empoussièrement

Documents relatifs aux travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante (plans de retrait ou de confinement, rapports de fin d'intervention)

Documents relatifs aux mesures conservatoires mises en place

Rapports d'examen visuels des surfaces traitées

Ces documents sont archivés en annexe du présent document.

## **ANNEXE : Liste des documents pris en compte pour la constitution du DTA**

<b>Numéro de référence du rapport de repérage</b>	<b>Date du rapport</b>	<b>Nom de la société et opérateur de repérage</b>	<b>Objet du repérage</b>
EPMU - 7126853-VPAB BAT 0011	31/10/2018	BUREAU VERITAS - FOURNIER MORGANE	Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)
231.10.06.00124 - PC22495/11	08/08/2007	QUALICONSULT - LEVAUX LOIC	Repérage en vue de la constitution du " DTA "
14.880 TRY 12498.00 N	19/08/2014	APAVE - ERIC BENOIT	Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)
EPMU - 7126853-RBEXT BAT 0011	01/10/2018	BUREAU VERITAS - FOURNIER MORGANE	Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante





## FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

Le présent document est appelé « fiche récapitulative » du Dossier Technique Amiante, il présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'article R1334-29-5 du code de la santé publique.

La fiche récapitulative est mise à jour, lors de toute opération de repérage, de surveillance ou de travaux portant sur des matériaux et produits contenant de l'amiante. Toute autre information relative à ces matériaux et produits repérés portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.

Elle mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux et produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Elle doit être communiquée dans un délai de un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, à l'employeur.

Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

Date de création ou de mise à jour	Référence du présent document	Document établi par
31/10/2018	351480481.1.rev1.DTA	BUREAU VERITAS EXPLOITATION - Morgane FOURNIER

## **Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA**

### **Propriétaire**

Nom : EPMU BRIENNE LE CHATEAU -

Adresse : Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHATEAU France

### **Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué**

Nom : EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET

Adresse : Route Juzanvigny  
10500 BRIENNE LE CHATEAU

Date du permis de construction ou année de construction : 1974

### **Détenteur du Dossier Technique Amiante**

Nom :

Fonction :

Service :

Adresse complète :

Téléphone :

### **Modalités de consultation de ce dossier :**

Lieu (dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé) :

Horaires :

Contact si différent du détenteur du dossier :

## Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et opérateur de repérage	Objet du repérage
EPMU - 7126853-VPAB BAT 0011	31/10/2018	BUREAU VERITAS - FOURNIER MORGANE	Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)
231.10.06.00124 - PC22495/11	08/08/2007	QUALICONSLT - LEVAUX LOIC	Repérage en vue de la constitution du " DTA "
14.880 TRY 12498.00 N	19/08/2014	APAVE - ERIC BENOIT	Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)
EPMU - 7126853-RBEXT BAT 0011	01/10/2018	BUREAU VERITAS - FOURNIER MORGANE	Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante

## Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

LISTE DES DIFFERENTS REPERAGES	N° DE REFERENCE et DATE du rapport de repérage	LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti visitées (1)	LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)	Rapport N° EPMU - 7126853-VPAB BAT 0011 Du 31/10/2018	Salle des fêtes	/
Repérage en vue de la constitution du " DTA "	Rapport N° 231.10.06.00124 - PC22495/11 Du 08/08/2007	Salle des fêtes, magasin, cuisine, entrée, sanitaires, chaufferie	/
Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)	Rapport N° 14.880 TRY 12498.00 N Du 19/08/2014	Salle des fêtes	/
Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante	Rapport N° EPMU - 7126853-RBEXT BAT 0011 Du 01/10/2018	Toiture Façade	/

1°) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

2°) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes, ...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

## Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante

### Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Type de Repérage	Matériau ou produit Description	Localisation précise	État de conservation (Score) <sup>(1)</sup>	Mesures obligatoires associées
<i>Légende :</i> (1) : L'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur					
<b>EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET Bâtiment / RDC salle des fêtes</b>					
10/09/2018	Réalisation ou mise à jour du Dossier Technique Amiante	Faux plafond peint blanc(he)	Plafond	1	Contrôle avant 3 ans à partir de la date de réception du rapport par un opérateur de repérage répondant aux conditions posées par l'article L. 271-6 du Code de la construction et de l'habitation

**Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

Date du repérage	Type de Repérage	Matériau ou produit Description	Localisation précise	État de conservation <sup>(2)</sup>	Mesures préconisées par l'opérateur <sup>(1)</sup>
<i>Légende :</i> <i>(1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique, AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau</i> <i>(2) : Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage</i>					

**Matériaux et produits hors la liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante**

Date du repérage	Type de Repérage	Matériau ou produit Description	Localisation précise	État de conservation (1)	Mesures préconisées par l'opérateur
<i>Légende :</i> (1) : L'État de conservation et les mesures associées pour ce type de matériaux ne sont pas définis par la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage. Ces états de conservation et de recommandation associés ci-après sont donnés à titre informatif: BE pour Bon état, ED pour Etat dégradé					

## Les évaluations périodiques

### Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date	Matériau ou produit	Localisation précise	Score <sup>(1)</sup>	Obligation réglementaire	Actions associées à l'obligation réglementaire
<i>Légende :</i> (1) : L'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur					
<b>EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET Bâtiment / RDC salle des fêtes</b>					
10/09/2018	Faux plafond peint blanc(he)	Plafond	1	Contrôle avant 3 ans à partir de la date de réception du rapport par un opérateur de repérage répondant aux conditions posées par l'article L. 271-6 du Code de la construction et de l'habitation	

L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.



## Obligations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

### Score 1:

Une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante par des personnes répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation doit être effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

### Score 2:

Des mesures d'empoussièrement dans l'air par un organisme accrédité doivent être réalisées dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation

*Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air est inférieur ou égal à la valeur de 5 fibres/litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante prévue à l'article dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.*

*Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à 5 fibres/litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.*

### Score 3:

Des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

### Évaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date	Matériau ou produit	Localisation précise	Résultat de l'état de conservation	Recommandation <sup>(1)</sup>	Actions associées à la recommandation
<i>Légende :</i>					
<i>(1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique, AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau</i>					

## **Recommandations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :**

### **EP : Évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

### **AC1 : Action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

### **AC2 : Action corrective de deuxième niveau :**

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation

### Évaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date	Matériau ou produit	Localisation précise	Résultat de l'état de conservation	Recommandation <sup>(1)</sup>	Actions associées à la recommandation
<i>Légende :</i> <i>(1) : L'État de conservation et les mesures associées pour ce type de matériaux ne sont pas définis par la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage. Ces états de conservation et de recommandation associés ci-après sont donnés à titre informatif:</i> <i>BE pour Bon état, ED pour Etat dégradé</i>					

## **Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires**

<b>Matériau ou produit</b>	<b>Localisation précise</b>	<b>Nature des travaux ou des mesures conservatoires</b>	<b>Dates des travaux ou des mesures conservatoires</b>	<b>Entreprises intervenantes</b>	<b>Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement(art R 1334-29-3 du code de la Santé Publique)</b>

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

## **Les recommandations générales de sécurité**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### **Informations générales**

#### **a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires).

Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires.

D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).

Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle.

Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### **b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation**

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et

produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### **Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail**

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129.

Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### **Recommandations générales de sécurité**

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### **Gestion des déchets contenant de l'amiante**

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### **a) Conditionnement des déchets**

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### **b) Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans.

Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### **c) Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### **d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoc.org](http://www.sinoc.org).

#### **e) Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

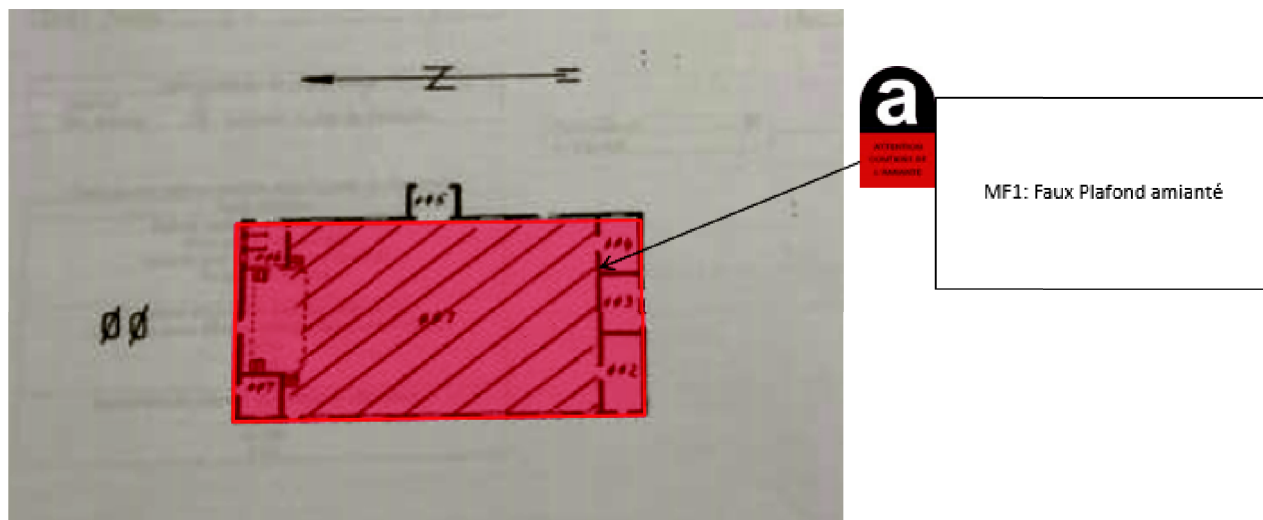
Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité.

Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.




## **Plans et/ou Croquis**

PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE			LEGENDE	SITUATION DU BIEN OBJET DU REPERAGE
ADRESSE	Etablissement principal des munitions route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU		<p><u>Matériaux et produits contenant de l'amiante :</u></p> <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="width: 20px; height: 20px; background-color: red; margin-right: 5px;"></div> <b>MF1: Faux Plafond amianté</b> </div>	
	Date visite	10/09/2018		
RDC	Auteur	M.FOURNIER		
	N° dossier	7126853		
	Planche	1		
Plans	Indice	1		

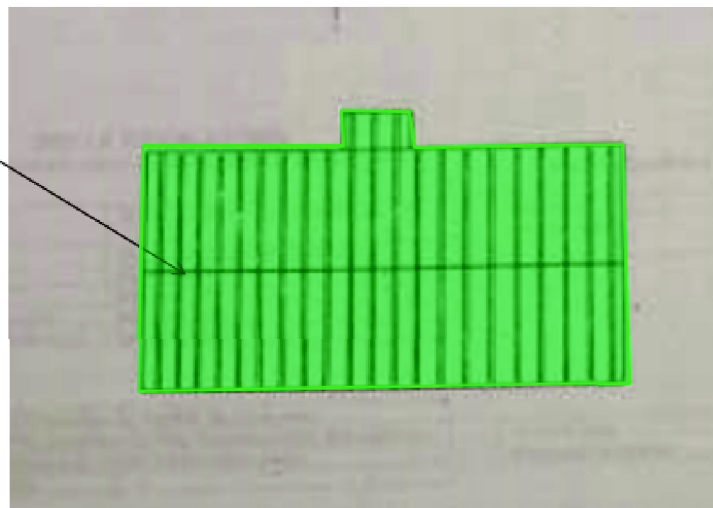


<b>Planche de repérage</b> (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET	Adresse : Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU	Localisation : Bâtiment / RDC salle des fêtes
Réalisé par : Morgane FOURNIER	N° de planche : 1 / 2	

PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE			LEGENDE	SITUATION DU BIEN OBJET DU REPERAGE
ADRESSE	Etablissement principal des munitions route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU		<p><u>Matériaux et produits contenant de l'amiante :</u></p>	
TOITURE	Date visite	10/09/2018		
	Auteur	M.FOURNIER		
	N° dossier	7126853		
	Planche	1		
Plans	Indice	1		



Toiture ne contenant pas d'amiante



**Planche de repérage** (la planche de repérage est indissociable du rapport)

Site : EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET	Adresse : Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU	Localisation : Bâtiment / Toiture
Réalisé par : Morgane FOURNIER	N° de planche : 2 / 2	

**Bureau Veritas Exploitation SAS**

CHAMPIGNY  
Parc d'Affaires Reims Champigny  
Allée Jean Marie Amelin  
51370 CHAMPIGNY France  
Téléphone : 03 26 05 15 25  
Mail : morgane.fournier@fr.bureauveritas.com

**A l'attention de PROTAT Alain****Rapport de mission de repérage des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, contenant de l'amiante**

Article R1334-18 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020 du 5 aout 2017

**Date(s) du repérage :** le 10/09/2018**Coordonnées du site :** 0011**Nom du site :** DTA BRIENNE**Immeuble bâti objet du repérage :**

EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET  
Route Juzanvigny  
10500 BRIENNE LE CHÂTEAU

**Numéro d'affaire :** 7126853**Référence du rapport :** 351480484.1.R**Rédigé le :** 01/10/2018**Opérateur de repérage :** Morgane FOURNIER**Date de la commande :** 03/09/2018

**Certification de compétence :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau Veritas Certification 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS La Défense Certificat n° 8026817



	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	01/03/2018	28/02/2023
Amiante avec mention		

Ce rapport contient **13** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

**Signature :**

# SOMMAIRE

<b>1. CONCLUSIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>2. INFORMATIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
2.1. Immeuble bâti objet de la mission.....	4
2.2. Intervenants.....	4
2.3. Opérateur(s) de repérage.....	4
<b>3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....</b>	<b>5</b>
3.1. Textes réglementaires.....	5
3.2. Programme de repérage.....	5
3.3. Méthodologie de la mission.....	5
3.4. Limites de la mission.....	6
<b>4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....</b>	<b>7</b>
4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite.....	7
4.2. Conditions de visite.....	7
<b>5. ANNEXES.....</b>	<b>8</b>
5.1. Parties d'immeuble bâti visitées.....	8
5.2. Croquis de repérage.....	9
5.3. Attestation d'assurance.....	11
5.4. Certificat de compétence.....	13

## **1. CONCLUSIONS**

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1. Immeuble bâti objet de la mission

**Adresse:** EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET  
Route Juzanvigny  
10500 BRIENNE LE CHÂTEAU

Bâtiment	Fonction principale	Classement	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET	Autre	Immeuble de travail <= 300 personnes	1974	non communiqué

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe  
Parties d'immeubles bâti visitées

### 2.2. Intervenants

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	UNION GROUPEMENTS D ACHATS Alain PROTAT	/	0325472156 0672286497 alain.protat@intradef.gouv.fr
Propriétaire	EPMU BRIENNE LE CHATEAU	Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHATEAU	/
Pas d'accompagnateur	/	/	/

### 2.3. Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS EXPLOITATION 790184675	MORGANE FOURNIER	Bureau Veritas Certification	8026817	01/03/2018	28/02/2023

### 3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la mise à jour du Dossier Technique Amiante.

#### 3.1. Textes réglementaires

Code de la Santé Publique : articles L1334-12-1, R1334-15 à 18, R1334-21, R1334-23, R1334-24, R1334-29-3, annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

#### 3.2. Programme de repérage

Dans le cadre de notre mission, le programme de repérage est le suivant :

*Matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique*

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
4. Éléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

#### 3.3. Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans investigation approfondie destructive.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur pour les matériaux et produits de la liste A, et sur la première couche accessible pour les produits et matériaux extérieurs de la liste B. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du Code de la Santé Publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré.

Pour les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante.



Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation des matériaux ou produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante :

liste A : en application des critères des grilles d'évaluations définies en annexes de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié,

liste B : selon les critères de la grille d'évaluation définis en annexe de l'arrêté liste B du 12 décembre 2012 modifié.

### **3.4. Limites de la mission**

La recherche des matériaux et produits pouvant contenir de l'amiante (MPCA) objet de la mission est limitée aux éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique. Elle est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X 46-020 et de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif à la liste B.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche réglementaire : détermination de zones présentant des similitudes d'ouvrage, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci conformément à la norme NF X 46-020.

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique non visibles et inaccessibles sans démontage particulier ou investigation approfondie destructrice puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.

## 4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) du repérage : le 10/09/2018

### 4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

Références rapport de repérage	Date rapport	Auteur rapport	Objet du repérage	Principales conclusions
231.10.06.00124 - PC22495/11	08/08/2007	QUALICONSLT - LEVAUX LOIC	Repérage en vue de la constitution du " DTA "	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
14.880 TRY 12498.00 N	19/08/2014	APAVE - ERIC BENOIT	Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante utilisés pour la réalisation du repérage, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics, constats et repérages amiante.

Autres documents :

Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

### 4.2. Conditions de visite

Absence d'accompagnement par une personne préalablement désignée par le donneur d'ordre
Absence de documents décrivant les ouvrages (plans, croquis)
Absence d'informations décrivant les produits, matériaux et protections physiques mises en place


## 5. ANNEXES

### 5.1. Parties d'immeuble bâti visitées

La liste ci-dessous présente les parties d'immeuble inspectées dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS. Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

<i><b>Localisation</b></i>	<i><b>Commentaires</b></i>
Bâtiment / Toiture	/
Bâtiment / Façade	/

## 5.2. Croquis de repérage

PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE			LEGENDE	SITUATION DU BIEN OBJET DU REPERAGE
ADRESSE	Etablissement principal des munitions route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU		BAT 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR <u>Matériaux et produits contenant de l'amiante :</u>	
TOITURE	Date visite	10/09/2018		
	Auteur	M.FOURNIER		
	N° dossier	7126853		
	Planche	1		
Plans	Indice	1		



Toiture ne contenant pas d'amiante

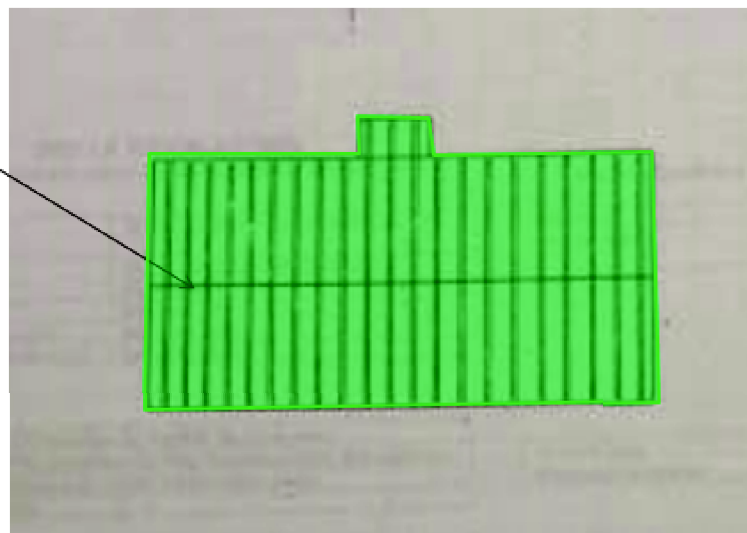


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET	Adresse : Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHÂTEAU	Localisation : Bâtiment / Toiture
Réalisé par : Morgane FOURNIER	N° de planche : 1 / 1	

### 5.3. Attestation d'assurance



#### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

#### MONTANTS DE GARANTIES

##### RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** ..... 1 000 000 EUR

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominkanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



**RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :**

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par année d'assurance ..... **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2018 au 31/12/2018 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 2 janvier 2018

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tél : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143862 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143862 APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne





**BUREAU VERITAS**  
 Certification

## Certificat

Attribué à :

# Madame Morgane FOURNIER

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271-1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES			
	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
<b>Amiante sans mention</b>	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.	01/03/2018	28/02/2023

Date : 01/03/2018

**Jacques MATILLON - Directeur Général**



Numéro de certificat : 8026817



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur [www.bureauveritas.fr/certification-dtc](http://www.bureauveritas.fr/certification-dtc)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
60, avenue du Général de Gaulle – Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense





**Bureau Veritas Exploitation SAS**

CHAMPIGNY  
Parc d'Affaires Reims Champigny  
Allée Jean Marie Amelin  
51370 CHAMPIGNY France  
Téléphone : 03 26 05 15 25  
Mail : morgane.fournier@fr.bureauveritas.com

**A l'attention de PROTAT Alain****Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante****Date(s) du repérage :** le 10/09/2018**Coordonnées du site :** 0011**Nom du site :** DTA BRIENNE**Immeuble bâti objet du repérage :**

EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET  
Route Juzanvigny  
10500 BRIENNE LE CHÂTEAU

**Numéro d'affaire :** 7126853**Référence du rapport :** 351480486.1.rev1.R**Annule et remplace :** 351480486.1.R en date du 01/10/2018**Rédigé le :** 31/10/2018**Opérateur de repérage :** Morgane FOURNIER**Date de la commande :** 03/09/2018

**Certification de compétence :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau Veritas Certification 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS La Défense Certificat n° 8026817



	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	01/03/2018	28/02/2023
Amiante avec mention		

Ce rapport contient **11** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

**Signature :**

# SOMMAIRE

<b>1. RESULTATS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION.....</b>	<b>3</b>
1.1. Evaluation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A.....	3
1.2. Obligation d'information.....	3
<b>2. CONCLUSIONS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION.....</b>	<b>3</b>
2.1. Obligations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste A.....	3
<b>3. INFORMATIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
3.1. Immeuble bâti objet de la mission.....	4
3.2. Intervenants.....	4
3.3. Opérateur(s) de repérage.....	4
<b>4. DESCRIPTION DE LA MISSION D'EVALUATION.....</b>	<b>5</b>
4.1. Textes réglementaires.....	5
4.2. Méthodologie de la mission.....	5
<b>5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....</b>	<b>6</b>
5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite.....	6
<b>6. ANNEXES.....</b>	<b>7</b>
6.1. Photos.....	7
6.2. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A.....	8
6.3. Attestation d'assurance.....	9
6.4. Certificat de compétence.....	11

## 1. RESULTATS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION

### 1.1. Evaluation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A

Évaluation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A					
Localisation	Composant	Matériau ou produit	Description	Observation	État de conservation
Bâtiment / RDC salle des fêtes	Plafond	Faux plafond	peint, blanc(he)	/	1

### 1.2. Obligation d'information

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

## 2. CONCLUSIONS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION

### 2.1. Obligations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste A

Le propriétaire a pour obligation de faire procéder à :

**Pour les zones homogènes ayant obtenu le score 1:**

Une évaluation périodique de l'état de conservation du matériau dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle, ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**En cas de travaux de retrait ou de confinement et avant toute restitution des locaux traités :**

Le propriétaire fait réaliser un examen visuel de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage répondant aux conditions de l'article L. 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il fait également procéder à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air à l'issue du déconfinement qui doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

Si les matériaux et produits ne sont pas totalement retirés, le propriétaire fait réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation dans un délai maximal de trois ans après remise du rapport de repérage ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

### 3. INFORMATIONS GENERALES

#### 3.1. Immeuble bâti objet de la mission

**Adresse:** EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET  
Route Juzanvigny  
10500 BRIENNE LE CHÂTEAU

Bâtiment	Fonction principale	Classement	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET	Autre	Immeuble de travail <= 300 personnes	1974	non communiqué

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe  
Parties d'immeubles bâti visitées

#### 3.2. Intervenants

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	UNION GROUPEMENTS D ACHATS Alain PROTAT	/	0325472156 0672286497 alain.protat@intradef.gouv.fr
Propriétaire	EPMU BRIENNE LE CHATEAU	Route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHATEAU	/
Pas d'accompagnateur	/	/	/

#### 3.3. Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS EXPLOITATION 790184675	MORGANE FOURNIER	Bureau Veritas Certification	8026817	01/03/2018	28/02/2023

## **4. DESCRIPTION DE LA MISSION D'EVALUATION**

Ce rapport est établi dans le cadre de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, contenant de l'amiante.

La mission d'évaluation de l'état de conservation ne s'applique qu'aux produits et matériaux listés au chapitre « RESULTATS DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION », ayant précédemment fait l'objet d'un repérage amiante.

**Le présent rapport ne correspond en aucun cas, et ne peut se substituer, à un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante tels qu'exigés par les articles R1334-15 à 19 du Code de la Santé Publique.**

### **4.1. Textes réglementaires**

Code de la Santé Publique : article R1334-23, 1° de l'article R1334-27 et 28, alinéa II de l'article R1334-29-3

Parties relatives à l'évaluation de l'état de conservation de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

Parties relatives à l'évaluation de l'état de conservation de l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

### **4.2. Méthodologie de la mission**

L'opérateur de repérage évalue par zone homogène :

l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante, identifiés lors de repérages antérieurs,

l'état de conservation ainsi que les risques de dégradation liés à l'environnement dans les conditions d'utilisation de la zone, des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante identifiés lors de repérages antérieurs.

## 5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) du repérage : le 10/09/2018

### 5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

Références rapport de repérage	Date rapport	Auteur rapport	Objet du repérage	Principales conclusions
231.10.06.00124 - PC22495/11	08/08/2007	QUALICONSLT - LEVAUX LOIC	Repérage en vue de la constitution du " DTA "	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
14.880 TRY 12498.00 N	19/08/2014	APAVE - ERIC BENOIT	Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (listes A et B)	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante
EPMU - 7126853-RBEXT BAT 0011	01/10/2018	BUREAU VERITAS - FOURNIER MORGANE	Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante	Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante

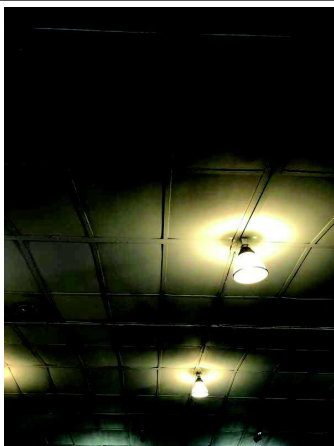
Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante utilisés pour la réalisation du repérage, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics, constats et repérages amiante.

Autres documents :

Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

## 6. ANNEXES

### 6.1. Photos

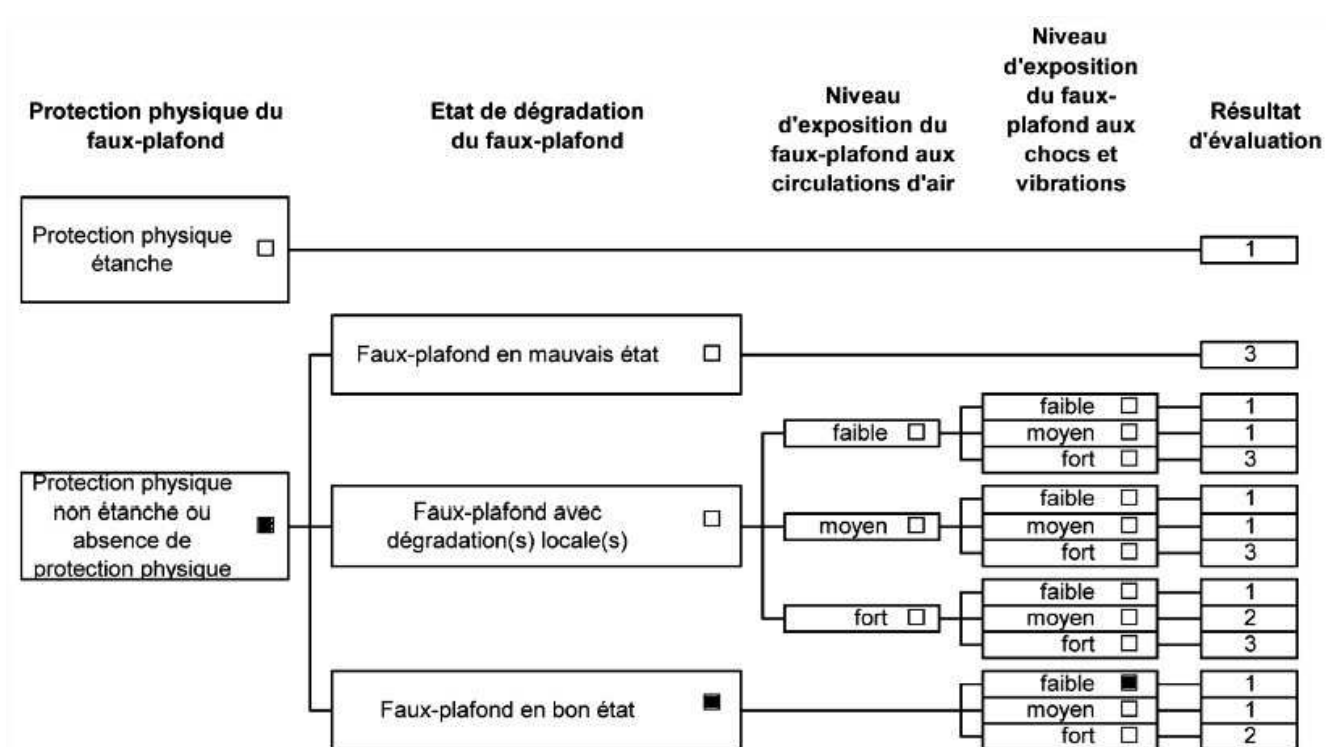


Déclaré - : Bâtiment / RDC salle des fêtes - Faux plafond - 1-  
(Présence d'amiante)

## 6.2. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A

Grille d'évaluation de l'état de conservation de Faux plafond	
N° de dossier	351480486
Date de l'évaluation	10/09/2018
Bâtiment	EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET
Local ou zone homogène	Bâtiment / RDC salle des fêtes
Destination déclarée du local	Bâtiment /RDC salle des fêtes

Résultat de la grille d'évaluation du Faux plafond	Conclusion : en fonction des résultats
Score 1	Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation de Faux plafond





### 6.3. Attestation d'assurance



#### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

#### MONTANTS DE GARANTIES

##### **RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :**

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** ..... **1 000 000 EUR**

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882 APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



**RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :**

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par année d'assurance ..... **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2018 au 31/12/2018 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 2 janvier 2018

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tél : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143882 APE 8512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882 APE 8512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne

#### 6.4. Certificat de compétence

**BUREAU VERITAS**  
Certification



Certificat  
Attribué à

**Madame Morgane FOURNIER**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271-1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	01/03/2018	28/02/2023

Date : 01/03/2018

Numéro de certificat : 8026817

**Jacques MATILLON - Directeur Général**  


\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.  
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur : [www.bureauveritas.fr/certification-dec](http://www.bureauveritas.fr/certification-dec)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
60, avenue du Général de Gaulle – Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense



RECYCLÉ  
Papier issu à partir  
de matériaux recyclés  
FSC® C124913



**cofrac**  
**CERTIFICATION  
DE PERSONNES**  
ACCREDITATION  
N°4-0087  
Liste des sites et  
portées disponibles  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Rapport AM-VPAB  
Copyright BUREAU VERITAS

Page 11/11

Rapport n° : 351480486.1.rev1.R  
Date du rapport : 31/10/2018